

● (1230)

[Traduction]

Le secrétaire parlementaire demande à nouveau le consentement unanime pour poser une autre question au député qui vient de parler. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

[Français]

M. Maltais: Monsieur le Président, j'aimerais tout simplement rappeler au député que déjà le gouvernement actuel a mis de l'avant les programmes qui ont été signalés tantôt dans les trois pays mentionnés. Par exemple, \$3,000 ont été consacrés aux gens qui veulent construire des maisons; il existe également le dégrèvement d'impôt, le crédit d'impôt-enfants et toute une série de mesures pour permettre l'investissement au pays. Et encore mieux, au niveau de l'investissement, grâce à l'AEIE, on essaie d'avoir une industrie beaucoup plus canadienne et beaucoup plus forte.

J'aimerais demander au député, cependant, si ces pays n'ont pas justement coupé à l'intérieur des dépenses publiques et au niveau de l'indexation, où cela a été littéralement enlevé, alors que le gouvernement canadien maintient au moins 6 et 5 p. 100 au niveau non seulement des personnes âgées, mais aussi des enfants ou des familles qui en ont le plus besoin.

M. Kilgour: Monsieur le Président, le député a un peu raison quand il dit que le gouvernement vient de changer ses politiques, mais le problème est plus compliqué que cela parce que, pendant 10 ou 14 ans, le gouvernement actuel a lutté contre l'entreprise privée, contre les investissements étrangers, contre l'industrie pétrolière, contre l'industrie manufacturière de notre pays. Il y a une fuite de capitaux énorme dans ce pays. Comme on peut très bien le constater, l'année dernière, 10 milliards de dollars sont sortis de notre pays. Il y a 8 milliards de dollars qu'on n'arrive pas à trouver dans le compte national. Alors si on peut dire que c'est une fuite de capitaux énorme de notre pays, c'est maintenant une question de confiance, c'est une question d'encourager les gens à fabriquer des usines, par exemple, au Canada. Je peux donner comme exemple l'industrie pétrochimique en Alberta. Sait-on qu'une compagnie qui se trouve à proximité de Medicine Hat est en train de faire fabriquer une usine, pas au Canada, mais en Nouvelle-Zélande? Pourquoi? Parce que la taxe qui a été imposée sur l'industrie pétrochimique est de \$1.05 pour 1,000 pieds cubes.

Comme le député de l'Alberta l'a dit, il est impossible de vendre le produit dans le marché international parce qu'il est trop cher. Il existe par exemple en Alberta, je pense, 9 ou 11 usines dont la construction était retardée à cause de cette taxe. Une de ces usines peut créer, je pense, 800 ou 900 emplois pendant deux ans, durant la période de construction.

Il s'agit d'avoir un gouvernement qui, par exemple... Le député a mentionné que depuis les élections de 1980 l'AEIE a dit aux investisseurs étrangers: Ne venez pas, nous n'avons pas besoin de vous. C'est absolument vrai qu'il y a trois mois, le très honorable premier ministre (M. Trudeau) a changé son opinion. Maintenant, vous pouvez venir.

Mais je peux donner un autre exemple en ce qui concerne l'AEIE.

Sécurité de la vieillesse—Loi

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre! Je regrette d'interrompre le député, mais même s'il a consenti à accepter une question du secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale (M. Maltais), on doit quand même s'en tenir au sujet présentement à l'étude à la Chambre. Nous sommes en train de débattre une tout autre question, je crains!

M. Kilgour: En ce qui concerne les autres sujets, si je ne peux pas continuer avec mes exemples, même si ce sont d'excellents exemples de problèmes que l'Agence d'examen de l'investissement étranger a créés pour notre pays, je dirai qu'aucun des trois pays n'a de mesure comme celle-ci parce qu'à ma connaissance, chacun d'eux est incapable de présenter une mesure aussi injuste, aussi cruelle, et aussi ridicule du point de vue de notre économie. Par exemple, les vieillards qui ont un manque de pouvoir d'achat grâce au gouvernement, cela doit créer du chômage et des problèmes économiques pour notre pays. Lisons M. Kenneth Galbraith ou n'importe quel économiste, et je pense que l'on trouvera que c'est un manque de pouvoir d'achat qui crée des problèmes pour l'économie.

[Traduction]

M. Jack Shields (Athabasca): Monsieur le Président, j'ai déjà eu le plaisir de parler de ce bill. Maintenant qu'on nous a imposé la clôture, je voudrais profiter des dix petites minutes à ma disposition pour ajouter certaines choses.

Premièrement, je reproche vivement au gouvernement de s'attaquer de façon aussi flagrante aux pensionnés. L'appel qu'il leur a lancé pour qu'ils consentent certains sacrifices comme tous les autres Canadiens afin d'aider le gouvernement à lutter contre l'inflation frise l'immoralité. Il demande aux personnes âgées, à nos grand-parents et parents de consentir des sacrifices alors qu'ils en ont déjà fait plus que leur part. Ils ont sacrifié toute leur vie pour élever leurs enfants. Lorsqu'ils sont venus au Canada, ils se sont privés de tout afin que leurs enfants et petits-enfants puissent bénéficier de la meilleure éducation possible et jouir d'un meilleur niveau de vie. Ils ont l'habitude du sacrifice.

Il suffit de visiter les foyers pour personnes âgées, par exemple, les centres d'accueil Nouveaux horizons du pays, pour prendre conscience de leur sacrifice. Parlez aux pionniers qui ont défriché la terre avec une simple hache afin de pouvoir léguer quelque chose à leurs enfants. Ils savent se sacrifier. Le gouvernement n'a pas à leur faire la leçon.

Je trouve immoral que le gouvernement s'en prenne ainsi aux personnes âgées et que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin) dise que les personnes âgées savent quelles sont leurs obligations envers le gouvernement. Ce dernier dépense chaque année 40 millions pour faire de la propagande à la télévision et à la radio. L'année même où il demande aux personnes âgées d'accepter une réduction de \$260 de la pension qu'ils ont gagnée au prix de nombreux sacrifices, la publicité pour l'ensemble des ministères fédéraux va coûter environ 70 millions. Le gouvernement dépense cet argent pour promouvoir son programme des 6 et 5 p. 100 et expliquer comment il réduira l'inflation. Ce même gouvernement augmente son déficit de 18 à 20 p. 100. C'est absurde.